

18 février 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

54ème édition du Forum économique mondial de Davos.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup Professeur SCHWAB pour vos mots, Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernements, Mesdames, Messieurs les ministres, ambassadrices, ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités, chers amis,

Je vais essayer d'être le plus efficace possible pour qu'on puisse aussi avoir un échange, mais je viens, 6 ans après, devant vous pour essayer de dire quelques mots et de vous dire où nous en sommes. Et je suis très heureux de retrouver beaucoup d'amis dans cette salle et de visages familiers.

Il y a 6 ans, je vous disais qu'on allait faire beaucoup de réformes en France, essayer de faire beaucoup de choses en Europe pour qu'elles soient plus unies, plus souveraines, plus efficaces. Et donc, je suis venu faire un rapport, nous l'avons fait. Et c'est fort, quand même, de l'exécution de ce sur quoi je m'étais engagé que je viens parler devant vous. Et je veux ici le dire et le porter.

En effet, ces dernières années, nous avons porté des réformes importantes pour le pays. On a réformé notre environnement fiscal en baissant les impôts de 60 milliards d'euros, baissé la taxe sur les entreprises qui est passée de 33 à un tiers à 25 %, réduisant aussi la taxe sur les gains de capitaux en mettant en place une flat tax, allégeant la fiscalité des entreprises comme des ménages, créant un crédit d'impôt industrie verte pour essayer d'attirer aussi les cleantechs dans notre pays. Nous avons simplifié beaucoup de secteurs, accéléré les procédures, investi également massivement dans des secteurs comme la santé, l'éducation, le travail. Nous avons engagé des réformes inédites sur le marché du travail, en passant les réformes de l'ordonnance travail en 2017, mené des réformes de l'assurance chômage pour qu'elles soient plus comparables à nos voisins, et passé des réformes des retraites, y compris l'année dernière, dans un contexte politique qui était difficile, mais parce qu'elle nous paraissait indispensable.

À côté de ça, nous avons conduit aussi des réformes pour décarboner notre énergie, avec une planification écologique sur laquelle on a engagé tous les secteurs d'activité pour accompagner les ménages, les industries, notre agriculture.

Et puis, nous avons eu une politique très vigoureuse de développement de l'investissement public et privé, de la création de nouveaux outils, d'un écosystème plus attractif, et également en investissant massivement dans notre éducation nationale, notre enseignement supérieur et notre recherche, avec un plan décennal, on a ajouté 25 milliards d'investissements, et la formation des talents.

Tout ça s'est complété d'une stratégie européenne ambitieuse, où nous avons ces dernières années, tous ensemble, eu à faire face à beaucoup de crises, mais je veux ici défendre l'Europe qui a su agir ces dernières années, parce que notre Europe a su bâtir les fondements d'une Europe de la défense, ce qui paraissait impensable il y a 6, 7 ans : des fonds européens, initiative européenne d'intervention, des facilités, le début de programmes communs, France-Allemagne, mais aussi avec beaucoup d'autres puissances. Nous avons su ensemble bâtir une réponse à la crise Covid. Et je veux réinsister sur ce point, on l'oublie toujours, mais on a eu en deux mois un accord franco-allemand, en 3 mois une réponse européenne qui a réussi à lever de la dette en commun et bâtir un programme pour résister, aider nos économies et les relancer. On a bâti des grands programmes dans la santé, dans les semi-conducteurs, dans l'hydrogène en européen, avec là aussi un volontarisme pour avoir une plus grande souveraineté européenne, et cet agenda de Versailles qu'on a bâti dès mars 2022, un mois après le début de la guerre en Ukraine, nous a permis de développer beaucoup plus de résilience dans nos secteurs économiques et d'avoir là aussi des programmes d'investissement importants. Et puis, nous avons su faire face en européen à la crise avec une politique monétaire qui a permis de juguler l'inflation en détente record, de maintenir la croissance et de bâtir une gouvernance économique qu'on a réformée cette toute dernière semaine qui nous a permis d'avoir un système qui est quand même plus favorable à la croissance qu'il ne l'était jadis.

Tout ça donne des résultats, et tout ce que je viens de vous dire, très clairement, me permet de dire que non seulement ce que je vous avais dit, on l'a fait, mais que ça marche. La France a créé 2 millions d'emplois durant les 6 dernières années. Nous avons commencé à réindustrialiser le pays. Là où nous avons fermé 600 usines après la crise financière, nous en avons rouvert 300 en net durant les 5 dernières années. Nous sommes depuis 4 ans consécutivement le pays le plus attractif d'Europe, celui qui crée le plus de start-up et a les plus grosses levées de fond, qu'il s'agisse d'ailleurs des start-ups de services comme des deeptech, qu'il s'agisse du spatial, de la santé, de l'énergie ou autres.

Là où il y a 6 ans, on me disait, « Mais n'allez pas trop vite pour décarboner votre parc automobile parce qu'on ne sait pas produire de véhicules électriques en Europe ». Nous allons produire d'ici à 2 ans un million de véhicules électriques en France, mais surtout nous avons installé 4 giga-factories dans notre pays et nous sommes en train de développer et de déployer tous les segments clés, avec l'ensemble des régions et plusieurs présidents de régions françaises m'accompagnent aujourd'hui dans ce déplacement.

Nous sommes parmi les leaders européens dans l'intelligence artificielle et le quantique et nous avons des talents formidables que nous continuons de former, qu'on nous envie dans le monde entier, on y reviendra peut-être dans notre discussion. Et sur ce sujet, nous avons eu aussi des champions qui ont émergé.

Et tout ça, nous l'avons fait en tenant nos objectifs et en revenant sur nos objectifs des accords de Paris. Là où nous n'étions pas dans notre trajectoire jusqu'en 2019 ; depuis 2019, sur la première période, on a réussi à doubler nos efforts et à réduire de 2 % par an nos émissions. Et l'année dernière, en 2023, nous les avons réduites de 4,6 % par an. Et grâce à la planification que nous avons mise en place, qui va décarboner beaucoup de secteurs, on va retenir -5 % par an. Ce qui veut dire qu'on peut avoir une stratégie de croissance, d'innovation, de création d'emplois, de plus grande souveraineté et de décarbonation.

Et ça tombe bien, parce qu'à mes yeux, il n'y a pas d'autre modèle pour les grands pays européens - et d'ailleurs toutes les démocraties développées, c'est de tenir ensemble la création d'emplois et la réindustrialisation, l'agenda climat et biodiversité et une approche de souveraineté, en particulier climatique et énergétique, car nous avons vu ce que coûtait la dépendance pendant la crise Covid et au moment de lancement de la guerre russe en Ukraine.

Ambition, réforme, investissement et résultat sont donc là. Maintenant, nous sommes à un tournant. On est à un tournant parce qu'on va rentrer dans une année qui va être décisive. D'abord, elle va être décisive parce que la France va pouvoir vous accueillir. Je fais mon moment de promotion française, professeur, mais l'année 2024, je le disais à nos compatriotes, sera un millésime français parce que j'espère accueillir beaucoup d'entre vous pour la célébration des 80 ans des débarquements en France, en Normandie et en Provence. Et le monde entier nous a aidés, nos alliés britanniques et américains, canadiens et venant parfois aussi du bout du monde, et beaucoup de nos alliés aussi africains pour le débarquement de Provence. Et donc, on va célébrer ce moment qui est la liberté, le fondement de l'ordre libre que nous avons aujourd'hui en essayant d'en faire un temps diplomatique utile. Ensuite, il y aura les Jeux Olympiques et Paralympiques dans notre pays durant tout cet été qui sera là aussi une rencontre importante, sportive, mais également culturelle, diplomatique, parce qu'elles portent les valeurs de l'Olympisme, qui sont des valeurs universelles. Et puis, nous aurons aussi à accueillir la francophonie pour son 19e sommet, et ça faisait 33 ans que la France n'avait pas accueilli un sommet de la francophonie, en même temps que nous rouvrirons la cathédrale Notre-Dame 5 ans après l'incendie.

Mais 2024 sera aussi une année au coeur de tous nos défis, parce que nous voyons bien le monde se recomposer sous nos yeux. Il y a une formidable accélération des innovations, il y a une accélération de tous les agendas, et l'Europe est face à des très grandes difficultés dans cette réorganisation du monde. Difficultés parce que tout va plus vite ; l'intelligence artificielle innove à vitesse forcée, et aujourd'hui, on le voit bien, même si je vantais nos mérites, et c'est vrai que la France forme des talents à des vraies capacités, et nous sommes sans doute l'un des tout premiers pays européens. Les Etats-Unis d'Amérique investissent beaucoup, la Chine aussi, et donc c'est un agenda auquel nous devons faire face sans naïveté. Ensuite, parce qu'après le lancement de la guerre russe en Ukraine, les conséquences sur les prix de l'énergie, l'Inflation Reduction Act aux Etats-Unis, l'Europe a un énorme sujet de coût de son énergie en même temps que de décarbonation. Et on voit bien, le monde se divise. Il y a une très grande tension sino-américaine, il y a le retour de la guerre en Europe et au Proche-Orient et un grand risque pour les Européens, au fond, d'avoir un agenda qui n'est pas tout à fait le bon, en tout cas qui ne va pas suffisamment vite.

Alors les quelques convictions pour les 10 dernières minutes de mon propos sont pour l'avenir et pour vous dire comment je vois les choses et l'agenda que la France et l'Europe vont porter.

Premièrement, nous allons tout faire pour essayer de tenir le monde ensemble. Ne pas céder au risque de division et essayer d'avoir un agenda efficace qui, un, assurera le fait que la Russie ne peut, ni ne doit gagner en Ukraine. Parce qu'il en va de l'Ukraine, de nos valeurs, mais de notre sécurité collective en Europe, au Caucase, dans tout le voisinage. Et donc, pour ce faire, 2024 sera une année clé pour les Européens. Nous devons montrer que nous savons donner de la visibilité, réengager nos efforts quoi qu'il advienne aux États-Unis.

La deuxième chose, ce sera notre capacité à bâtir des solutions de paix au Proche-Orient. Nous portons un agenda paix et sécurité pour tous, lutte contre le terrorisme, contre tous les groupes terroristes, quels qu'ils soient dans la région, qui déstabilisent, on le voit bien, la sécurité, mais aussi le commerce mondial. On voit l'action des Houthis aujourd'hui, Bab El-Mandeb et ailleurs.

Deuxièmement, action humanitaire. C'est pourquoi la France appelle à des aides massives, ce que nous avons fait, à des interventions comme nous l'avons fait pour aider très concrètement à Gaza, pour soigner aussi sur les côtes, mais à un cessez-le-feu immédiat pour permettre d'apporter l'aide humanitaire aux populations. Et troisièmement, une solution politique des deux États qui est la seule à permettre la stabilité et la paix pour Israël et dans toute la région. Et je crois que c'est un défi européen et les Européens auront des solutions à apporter sur ce sujet partout.

Et puis, sur le plan diplomatique, il nous faudra, nous Européens, tout faire pour que le monde ne se divise pas et avoir un agenda. Je crois que nous en avons jeté les bases en juillet dernier en France avec le Pacte de Paris pour les Peuples de la Planète. C'est un agenda volontariste pour réconcilier la lutte contre la pauvreté et la lutte pour le climat et la biodiversité. Et ne laisser aucun pays à revenu intermédiaire, pays pauvre, pays vulnérable et parfois pays qui cumulent ces vulnérabilités en situation de choisir par un réengagement massif d'abord des financements internationaux, publics et privés, par un agenda défini avec les pays, qu'il s'agisse de leur transition énergétique, climatique comme de biodiversité.

Mais au-delà de ça, nous avons besoin d'avoir un agenda économique, d'innovation et industriel encore plus ambitieux. Tout ce qu'on a fait ces dernières années, et les très bons résultats que je vous ai données ne sont pas suffisants parce qu'il y a une accélération de l'innovation et du monde, parce qu'il y a eu une accélération aussi avec l'IRA et avec en particulier ce qui se fait sur le quantique.

Et donc, pour ce faire, fort des résultats que nous avons obtenus et du fait que quand, il y a six ans, je suis venu vous dire quelque chose, on l'a fait, je vais essayer de vous dire ce que je voudrais, ce que je veux qu'on fasse en français, ce que je voudrais qu'on fasse en européens.

Nous allons ouvrir un temps deux de l'accélération de l'attractivité de l'innovation en France. D'abord en consolidant nos grands programmes — France 2030, notre programme d'attractivité avec Business France — pour continuer de faire davantage et rester leader européen sur ce sujet. Nous allons ensuite ouvrir un deuxième temps sur la réforme de notre marché du travail en durcissant les règles de l'assurance chômage, en ayant aussi beaucoup plus de simplicité sur les embauches et l'organisation et en favorisant tout ce qu'on peut transférer au niveau de l'entreprise dans les négociations. Ensuite, nous allons à nouveau ouvrir un grand train de simplification et de réduction des délais dans de nombreux secteurs — je l'ai annoncé hier. Simplification, accélération, montée des seuils et décalage des seuils, réduction des délais pour les grands projets industriels, les projets agricoles, les projets dans le renouvelable, les projets dans le logement.

Ensuite, nous allons poursuivre la dynamique de réindustrialisation avec de nouvelles mesures d'attractivité, en particulier pour attirer les financements et nous allons stabiliser le cadre réglementaire du secteur de l'énergie. Sur ce point, les six derniers mois ont été consacrés à une négociation européenne qui nous a permis d'obtenir un marché européen qui sera beaucoup plus stable et mieux régulé, où on dépendra beaucoup moins des coûts marginaux, ce qui, pour nous, Français, est très important parce qu'on produit une énergie qui est pilotable et qui est stable et qui est décarbonée grâce au nucléaire. Et donc nous allons dans la loi transposer ces équilibres et donner de la visibilité, aux ménages comme aux entreprises, sur une énergie qui sera l'une des plus décarbonée d'Europe, des plus stables et des moins chers, avec aussi des contrats à long terme que nous allons signer avec des industriels.

A côté de ça, on va continuer notre stratégie d'investissement dans le capital humain en renforçant les incitations au travail, en formant mieux nos jeunes. On a fait une réforme très importante de l'apprentissage. On formait 250 000 jeunes par an à l'apprentissage, on en forme maintenant 1 million par an, et on va poursuivre cet effort et on va le faire sur nos lycées professionnels. Et nous allons complètement enclencher une réforme du premier cycle universitaire pour mieux allouer nos formations aux besoins de la nation. On va poursuivre l'accélération de notre recherche avec une série de réformes que j'ai annoncée il y a quelques semaines, en plus des investissements qui ont été décidés et d'un renforcement des investissements dans les secteurs clés, dont l'intelligence artificielle, le quantique ou le climat.

Au-delà de cette stratégie française, nous allons pousser un agenda européen et continuer sur la base de ce qui a été fait dans cette année d'élections européennes. Parce qu'évidemment, l'Europe est la bonne échelle pour mener une telle ambition. Et au fond, au moment où je vous parle, ma conviction est que l'Europe a fait beaucoup de choses très bien ces dernières années. Nous avons ensemble été au rendez-vous de la crise Covid et nous avons ensemble été au rendez-vous de la guerre en Ukraine. Personne ne pensait que les Européens pourraient se mettre d'accord en 3 mois face au Covid, personne ne pensait que les Européens pourraient livrer des vaccins, personne ne pensait qu'on pouvait, en quelques jours, avoir une position commune et sanctionner la Russie et tenir pendant deux ans. On l'a fait tout ça.

Et donc, fort des résultats, y compris monétaires, économiques que j'évoquais, je pense qu'on doit faire beaucoup plus. On a d'abord besoin d'avoir une Europe de l'investissement beaucoup plus forte. Pour moi, c'est une priorité. Tout ce que je vous dis sur le quantique, sur les cleantech et même sur la défense, c'est beaucoup plus d'argent. Et donc, il faut une stratégie d'investissement qui doit marcher avec deux moteurs. Il faut plus d'investissements publics européens. Et donc, nous devons ouvrir une phase de nouveaux réinvestissements comme on l'a fait dans la crise Covid et peut-être en osant à nouveau des eurobonds sur des priorités. La Première ministre estonienne a eu le courage, dans un pays qui était plutôt réputé pour être frugal, comme on dit, de proposer des eurobonds pour l'industrie de défense et l'Ukraine. Allons-y sur des grandes priorités d'avenir, mais on doit investir beaucoup plus.

Et puis, à côté de ça, il nous faut aussi approfondir l'union des marchés de capitaux. Nous devons absolument avoir une Europe financière qui soit beaucoup plus intégrée. Pourquoi ? Parce que notre continent a beaucoup d'épargne. Mais cette épargne est mal allouée. Elle ne circule pas vers les bonnes géographies, elle ne circule pas vers les bons secteurs. Ce sont nos propres blocages. Alors, si on bloque à 27, la France va proposer d'avancer sur une coopération renforcée sur ce sujet, car on doit avancer absolument. Ensuite, l'Europe doit porter un agenda environnemental encore plus ambitieux, mais qui soit un agenda d'investissement et d'innovation.

On a fait beaucoup en matière de régulation. Nous sommes le continent, le seul continent qui a assumé la neutralité carbone, le seul continent qui a passé les règles au niveau européen pour le faire. Mais on ne peut pas être durablement le seul qui régule à ce niveau et celui qui investit le moins. Et c'est ce qui se passe. Les États-Unis d'Amérique ont décidé, sans tout à fait respecter les règles du commerce mondial, de sur-subsventionner les cleantech, et les Chinois sur-subsventionnent l'ensemble des industries qui y contribuent. Si nous n'y prenons garde, on sera un continent qui respecte toutes les règles, le seul même à les respecter, mais on n'aura plus que des consommateurs et plus d'industriels. Donc, il nous faut absolument investir beaucoup plus dans les cleantech.

Et il nous faut aussi investir beaucoup plus dans l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs de plus petite taille et les datacenters pour pouvoir avoir une stratégie cohérente également en la matière.

Et puis enfin, cette stratégie industrielle passera par une Europe sociale renouvelée et je considère que nous avons besoin de consolider notre modèle de concertation, de trouver des solutions pour les emplois durables, de relancer au niveau européen les concertations pour accompagner ces mutations technologiques. Parce qu'il est clair que nous avons aussi besoin, je le disais à quelques-uns tout à l'heure, ça fait écho aux propos que j'avais eus avec vous il y a 6 ans. Si on veut avoir un agenda de soutenabilité, eh bien il faut investir plus, il faut aller plus fort sur le climat et l'intelligence artificielle, il faut faire plus de réformes, mais il faut aussi qu'on continue de changer le modèle qui est le nôtre en créant davantage d'emplois en Europe et des emplois mieux rémunérés.

Au fond, il faut que vous m'aidiez, que vous nous aidiez à créer plus de good jobs. Parce que tout à l'heure, un intervenant me disait : comment avoir plus de stabilité en Europe ? Je lui disais très simplement : aidez-nous à donner de l'espoir en classe moyenne. Pourquoi toutes les démocraties en Europe et ailleurs vivent des crises ? Parce que les classes moyennes et les classes populaires ne sont plus heureuses avec ce qu'on fait. Mais ce n'est pas que le problème des dirigeants, c'est aussi et surtout le problème de tous les corps constitués et en particulier des entreprises.

On doit changer, là aussi, de modèle dans cette révolution complète où nous vivons. Et il faut créer beaucoup plus d'emplois et d'emplois mieux payés qui permettront d'adhérer à cette transition. Et surtout dans un contexte où on a mis beaucoup d'argent public pendant la crise Covid et on en met beaucoup pour accompagner les entreprises, pour mener cette transition. Et donc, il faut un agenda de bons emplois, de good jobs bien payés. C'est la clé de cette Europe sociale.

J'ai promis de tenir le temps. Je vais donc me confier à ma promesse. Mais voilà l'agenda tel que je le vois sur l'année, les années qui viennent, à la fois pour la France de manière sommaire et pour l'Europe. Je suis un optimiste. Je pense que l'Europe a beaucoup fait, qu'elle est là. Nous sommes à un temps de défi et l'Europe cette année, en particulier lors des élections, mais par les choix qu'elle aura à faire sur l'Ukraine, sur le Proche-Orient et sur sa stratégie climatique, économique et d'innovation et sociale, aura à dessiner son avenir. Nous avons les moyens de le faire si nous sommes lucides et ambitieux. C'est dans cet esprit que j'entame l'année.